



Éditorial

p2

Dossier

Un programme mobilisateur dans l'espace CEDEAO pour la mise en œuvre de la stratégie régionale d'appui à l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (ASPH).

p3

Sous les projecteurs

Une stratégie pour opérationnaliser l'offensive lait de la CEDEAO

p4



Vie du réseau

L'agriculture familiale, Construire des partenariats pour une agriculture durable et résiliente... p6

Le Collège des Jeunes du CNCR à l'école « des grands témoins »

p5





« *Nous sommes dans une région où la jeunesse rurale désespère* »

L'Afrique en général et la région CEDEAO en particulier est connue pour être une région qui a une croissance démographique soutenue. Le boom démographique de cette région impose un défi énorme : celui de garantir un avenir radieux pour les jeunes qui constituent de façon structurelle la majeure partie de la population. On a coutume d'entendre que les jeunes sont l'avenir d'un pays, d'une région. Mais en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, nous devons nous convaincre que les jeunes constituent le présent et nous devons trouver dès à présent des réponses adaptées pour anticiper sur le futur auquel nous aspirons tous pour les jeunes. Nous sommes dans une région où la jeunesse rurale désespère et elle semble s'enfoncer dans des impasses, faute d'emplois qui leur permettent de satisfaire pleinement, leurs besoins. Elle est frappée de plein fouet par le chômage et le sous-emploi.

Pour de nombreux analystes, le salut de l'employabilité des jeunes proviendra d'une judicieuse exploitation des potentialités des chaînes de valeur agroalimentaires. Les activités qui y sont liées constituent des gisements importants d'emplois pour les jeunes. Cependant l'insertion des jeunes dans ce secteur demande un travail à la revalorisation de l'image du métier de paysans pour que les jeunes en soient fiers. Il faut aussi écouter les besoins et les préoccupations de cette jeunesse, qui malgré tous ses maux, est quand même bien ancrée dans son époque. De nos jours, même dans les villages, ces jeunes utilisent des smartphones et sont connectés au monde entier. Une jeunesse a besoin d'assurance, d'écoute et d'accompagnement.

Pour apporter sa part de solution à ces préoccupations, le ROPPA a élaboré une stratégie pour l'insertion des jeunes dans le secteur Agrosylvopastoral et halieutique. Cette stratégie inclusive est principalement portée sur les dynamiques des plateformes paysannes nationales.

Elle permettra d'orienter la construction de toutes les initiatives concrètes du réseau visant à soutenir la progression vers une agriculture régionale portée par de jeunes exploitants familiaux ayant des revenus décents, vivant dignement et en capacité de s'éduquer et se de soigner.

Particulièrement pour le Sahel il est essentiel aujourd'hui de marquer une rupture dans les approches des politiques, stratégies et programmes développés au profit de la jeunesse. Il est possible de sauver notre « sahel » de la crise qu'il traverse actuellement, à la seule condition de susciter de nouvelles dynamiques qui donnent véritablement la voie aux jeunes, aux communautés, à ceux qui ont des champs et à ceux qui n'en ont pas, pour les écouter et initier des projets concrets. Il faut donner la parole aux parents, à ceux dont les enfants ont pris les armes pour les écouter. Il est nécessaire d'impulser ainsi un processus d'écoute et de dialogue qui permet d'aller au-delà des chantiers battus concernant la situation des jeunes et leurs aspirations. Il est aussi crucial d'améliorer l'accompagnement des jeunes afin de leur offrir des opportunités d'apprentissage et de formation qui leur permettent d'être véritablement en capacité de s'insérer dans les initiatives. Nous avons la conviction que c'est la principale voie qui va aider la région à sortir de la précarité et de l'instabilité que nous connaissons aujourd'hui, parce que, quoi que l'on dise, nous ne sommes apparemment pas dans une guerre de religion, ni dans une guerre intra-communautaires.

Cette voie pour nous reste prioritaire avant les solutions par des approches militaires et autres.

Ibrahima COULIBALY
Président du ROPPA

DOSSIER



Un programme mobilisateur de la CEDEAO pour la mise en œuvre de la stratégie régionale d'appui à l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (ASPH).

Du 29 juillet au 02 Aout 2019 s'est tenu dans la capitale burkinabè un atelier régional de formulation des programmes mobilisateurs de 12 réseaux d'organisations socio-professionnelles en vue de leur contribution à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'appui à l'employabilité des jeunes dans le secteur sylvo-pastoral et halieutique dans l'espace CEDEAO. Outre ces réseaux, des représentants des institutions d'intégration régionale, des partenaires au développement ont également pris part à cet atelier. Le ROPPA était représenté par une forte délégation de... personnes avec à sa tête le Président du Conseil d'Administration, **Monsieur Ibrahima COULIBALY**.

Organisé par la commission de la CEDEAO, l'atelier avait pour objectif principal, la finalisation des projets de programmes mobilisateurs des 12 réseaux d'organisations socioprofessionnelles pour l'employabilité des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire du secteur ASPH. Pour ce faire l'atelier s'est appesanti sur l'analyse du contexte et des expériences ou modèles économiques à fort potentiel d'employabilité des jeunes (hommes et femmes). Les projets d'initiatives proposés par les OPR au cours de l'atelier ont été sanctionnés par : (i) un cadre logique présentant les indicateurs de mesure de leur performance, (ii) une feuille de

route pour leur finalisation, (iii) la sollicitation d'appui pour l'achèvement du processus de formulation des initiatives.

Lors de son intervention, le Président Ibrahima COULIBALY, représentant des OPR n'a pas manqué de souligner le défi de créer un futur meilleur pour les jeunes au regard du boom démographique de la région; un défi démographique qui devait être transformé avec intelligence en une opportunité pour mieux nourrir les populations ouest africaines. Il a également mis l'accent sur le désespoir de la jeunesse rurale parfois contrainte à l'immigration ou à rejoindre des groupes extrémistes armés suite à l'absence en temps opportun de réponses aux problèmes liés au chômage. « **Nous devons relever le défi que représente cette révolte des jeunes et la réponse est à notre portée. Mais nous ne devons pas perdre du temps car nous en avons suffisamment perdu** » a-t-il affirmé.

A l'instar des autres réseaux, l'occasion fut donnée au ROPPA de présenter les principaux éléments de son projet de programme mobilisateur intitulé « **La transformation des exploitations familiales du secteur ASPH par l'insertion socio professionnelle des jeunes** » dénommé « **Po-evela** ».

A la clôture de l'atelier, le Président du Conseil d'Administration du ROPPA, Monsieur Ibrahima COULIBALY a au nom de tous les réseaux socioprofessionnels a remercié les institutions qui ont pris part à l'atelier à travers leurs représentants et a invité les acteurs à collaborer pour relever le défi de l'insertion des jeunes garçons et filles dans le secteur agro sylvo pastoral et halieutique dans l'espace CEDEAO car « ce qui manque pour une véritable insertion des jeunes, c'est non seulement une synergie des acteurs, une articulation des actions, mais aussi une écoute de qualité. » a t'il conclut.

Fatimata KONE

Chargée de communication et de la gestion des connaissances au ROPPA



Sous les projecteurs



Une stratégie pour opérationnaliser l'offensive lait de la CEDEAO

Sous l'égide de la commission de la CEDEAO, s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso du 24 au 26 Juillet 2019, l'atelier de définition des grandes orientations de la stratégie régionale de mise en œuvre de l'offensive lait de la CEDEAO. L'offensive lait a été adoptée dans le cadre du PRIASAN à la suite d'un plaidoyer mené par les 3 réseaux : APESS, RBM et ROPPA, avec l'appui de l'ONG Oxfam. Les pays de la CEDEAO importent aujourd'hui pour environ 685,3 milliards (données en FCFA) de lait et l'enjeu est d'assurer d'ici l'horizon 2025 fixé dans le cadre de la vision de l'ECOWAP la couverture de l'essentiel des besoins de consommation par l'accroissement de l'offre locale.

L'atelier de Ouagadougou s'est appuyé sur la capitalisation des expériences nationales et régionales, pour définir les grands traits de la stratégie régionale de promotion des chaînes de valeur du lait local.

Une délégation du ROPPA a pris part à cet atelier aux côtés des autres Organisations Professionnelles Régionales (RBM, APESS et AFAO/WAWA), des Institutions régionales (UEMOA, CILSS), des représentants de certains États membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Liberia, Niger, Nigeria, Sénégal et Togo), des Organisations non gouvernementales (OXFAM, CARE et SNV), des Institutions de Coopération technique et scientifique (CORAF, HUB-RURAL, Secrétariat CSAO/OCDE, FAO et CIRAD) et des Partenaires techniques et financiers (UE, AFD, DDC).

Au cours de cet atelier les participants ont (i) fait un état des lieux des filières lait dans plusieurs pays de la CEDEAO ; (ii) examiné et validé la note conceptuelle de l'Offensive pour la promotion du lait local ; (iii) examiné et validé les études de référence réalisées avec le concours financier de OXFAM, CARE et RBM qui se sont appuyées sur le plan d'action de l'UEMOA ; (iv) défini les orientations et le contenu (objectifs, axes d'interventions, principales activités, principes d'intervention) de la stratégie régionale et du programme prioritaire pour sa mise en œuvre et (v) adopté une feuille de route pour la suite du processus.

Le ROPPA a fait des propositions à partir des enseignements et leçons tirés de son expérience d'appui aux mini-laiteries promues par les exploitations familiales. Cette initiative qui s'est déroulée dans 3 pays (Mali,

Niger, Sénégal) a permis de déployer des soutiens à travers 3 lignes d'actions (i) la formation sur les techniques de production, (ii) la gestion des unités de collecte et de transformation, (iii) la commercialisation des produits ainsi que (iv) l'appui en matériels (équipements, emballages, etc.). Pour le ROPPA, la promotion d'une industrie laitière portée par les mini-laiteries est essentielle. Pour cela la stratégie régionale devrait permettre de sécuriser l'approvisionnement de ces mini-laiteries en lait local des mini-laiteries et leur marché, ceci dans une perspective de création d'emplois décents et durables, notamment pour les femmes et les jeunes.

Aux termes des travaux, les participants ont convenu d'articuler la stratégie régionale de « l'offensive lait » autour de **quatre grands axes d'intervention** :

- **L'amélioration de la productivité des races locales**
- **L'amélioration de la collecte et la transformation du lait local**
- **L'amélioration de l'accès au marché des produits laitiers locaux**
- **La Promotion d'un environnement favorable à la promotion des chaînes de valeur de lait local**

De même, une la feuille de route pour la finalisation du processus de formulation de la stratégie régionale, et la définition du programme prioritaire d'appui à la mise en œuvre de l'Offensive lait local fut adoptée. Aux termes de cette feuille de route la région devrait disposer de ces deux instruments pour la mise en œuvre de l'offensive lait.

En marge de l'atelier, les acteurs de la campagne « Mon lait est local » dont fait partie le ROPPA, ont organisé un side event autour du Tarif Extérieur Commun. Cette activité a permis aux acteurs de définir les nouvelles orientations de la campagne pour un TEC qui soutient véritablement la promotion des filières lait local.

La campagne « mon lai est local » fédère actuellement une large coalition de structures comprenant plus de 15 organisations régionales d'agriculteurs et d'éleveurs, 55 organisations nationales, une organisation faïtière de producteurs laitiers européens (European Milk Board) et 6 ONG internationales. Des ambassadeurs de renommée internationale tels que la chanteuse malienne

Oumou Sangaré, la chanteuse sénégalaise Haby Ndour ou encore le chef coutumier le Laarlé Naaba au Burkina-Faso soutiennent cette campagne. Des décideurs politiques se sont également engagés en faveur du lait local, comme le Président de la Mauritanie, les ministres des ressources animales dans les 6 pays ainsi que des parlementaires au Niger et au Sénégal.

Espérons qu'au regard de de toute cette dynamique et des enjeux que recouvre la filière lait local, la CEDEAO pour cette offensive va marquer une rupture avec celle portant sur le riz qui depuis près de 5 ans maintenant peine à se concrétiser.

Fatimata KONE

Chargée de communication et de la gestion des connaissances au ROPPA

Vie du réseau



L'agriculture familiale

Un appel de NACOFAG pour un renouvellement de paradigme et des partenariats en vue de soutenir un développement durable des communautés rurales sur la base d'une agriculture familiale résiliente face aux chocs climatiques

La plateforme paysanne de la GAMBIE, NACOFAG, a préparé un processus de réflexion et de dialogue multi-acteurs, pour revisiter le concept de l'agriculture familiale avec tous les acteurs clés intervenant dans le développement en Gambie, notamment les autorités politiques, en vue de construire une vision sur le potentiel de celle-ci, ses défis et les conditions politiques et opportunités à mettre en place pour garantir sa pleine contribution au développement durable des communautés rurales vulnérables, la création de richesse et d'emplois de manière durable. Cette initiative va permettre de croiser les analyses et perception des différents acteurs sur les savoirs faire paysans et de nos territoires préservés et promus par les exploitations familiales, les pratiques actuelles des EF et leur impact sur les communautés et les écosystèmes.

L'objectif visé par NACOFAG à travers ce processus est de fournir aux structures administratives compétentes des évidences et des connaissances avérées pour soutenir la formulation et la mise en œuvre de politiques plus pertinentes et plus actives pour le développement du secteur agrosylvopastoral et halieutique orientées vers le développement économique et social des territoires en assurant le développement d'une agriculture familiale, durable.

Pour NACOFAG, seules des politiques orientées vers le développement des territoires à travers des exploita-

tions familiales résilientes, permettront une réduction massive de la pauvreté et l'élimination de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et global. Une telle vision des politiques devrait s'appuyer sur des investissements, des services et des mesures incitatives plus appropriés. Il s'agit notamment de soutenir et promouvoir les sociétés coopératives pour soutenir un modèle économique viables des exploitations familiales ; des programmes et mesures ambitieux pour la protection et la préservation de l'environnement et de la biodiversité ; la génération et la diffusion de manière inclusives et participative, de technologies agricoles adaptées aux contexte et réalités des exploitations familiales, notamment des femmes et aux jeunes et accessibles ; le développement, la promotion et la mise à l'échelle d'initiatives portant sur la mobilisation et l'utilisation de l'eau pour l'irrigation. Enfin, les instruments et outils de financement des exploitations familiales devraient être améliorés.

NACOFAG, appelle toutes les institutions concernées par la problématique du développement en Gambie et les autorités à la réflexion autour de ces questions pour un changement de paradigme et des orientations stratégiques des politiques de développement. Pour conduire cette initiative de réflexion NACOFAG voudrait bien s'appuyer sur une mutualisation avec les autres plateformes nationales dans le cadre du ROPPA.

Alieu SOWE

Coordonateur NACOFAG

Le Collège des Jeunes du Conseil National de Coopération des Ruraux (CNCR) à l'école « des grands témoins du CNCR » pour mieux comprendre la philosophie paysanne et son évolution.

Le mercredi 17 Avril 2019 s'est tenue au CNCR, la première édition de l'initiative du collège des jeunes du CNCR dénommée « LES GRANDS TÉMOINS DU CNCR ». Cet évènement a coïncidé avec la journée internationale de lutte paysanne et avait comme thème : « L'évolution du mouvement paysan sénégalais de 1960 à nos jours ». Le thème a été présenté par le grand témoin monsieur Marius Dia, ancien coordonnateur du CNCR, en la présence de Nazirou Sall, président du CNCR et de Ahmedou Mactar Mbodj Secrétaire Général du CNCR. Il y avait également à cette rencontre une forte participation de jeunes (Collège des jeunes, étudiants-agronomes, professionnels etc.).

L'initiative entre dans la stratégie du CNCR pour la relève au sein des Organisations Paysannes. Elle procède par le repérage des étapes marquantes de l'évolution du mouvement paysan Sénégalais, pour permettre aux jeunes d'en tirer des leçons et de s'en servir pour construire des leviers pour l'avenir. Une innovation du mouvement paysan à consolider et promouvoir.

L'objectif de cette première édition était de « Conscientiser la jeunesse Sénégalaise et en particulier la jeunesse paysanne sur l'évolution du mouvement paysan, son importance et son rôle dans le développement du pays et l'amélioration des conditions de vie agro-alimentaire de la population sénégalaise. ».

Le Président du CNCR, Nazirou Sall, par ailleurs, secrétaire général du ROPPA, qui a procédé à l'ouverture de cet évènement a mis l'accent sur la définition du paysan et les enjeux actuel du monde paysan. Il a rappelé l'importance du paysan qui nourrit la population, mais aussi la terre et les autres êtres vivants. De par les rendements de sa culture, il nourrit les Hommes, de par les résidus agricoles, il nourrit les animaux, de par les déchets organiques qu'il met dans le champ il nourrit la terre et les végétaux. Le paysan est l'ami de

la vie, mais il n'a jamais été reconnu à sa juste valeur d'où l'importance de la revalorisation de l'identité paysanne. Raison suffisante pour lui de rappeler aux jeunes les combats longtemps menés par le CNCR pour influencer positivement les politiques agricoles de l'Etat. À titre d'exemple l'adoption de la Loi d'Orientation Agrosylvosporale et Halieutique (LOASP) est un de ces combats du CNCR.

En guise de rappel historique, le conférencier Marius Dia a expliqué aux jeunes comment sont nés les groupements de producteurs de manière générale et le CNCR. À la veille des indépendances, l'agriculture sénégalaise était majoritairement conditionnée par les Libano-Syriens avec la période des traites. Au lendemain des indépendances, le secteur agricole devrait donc être réorganisé et à cet effet, l'État avait misé sur les coopératives pour jouer un rôle très important. L'État avait à cet effet mis beaucoup de moyens à leurs dispositions. Mais avec la politisation, on a malheureusement assisté à une prolifération des coopératives fictives sans membres ni impacts sociaux économiques, ce qui favorisa leur déclin et l'avènement des groupements de producteurs et ensuite des groupements féminins.

Toutefois, aux environs des années 70, le secteur agricole connaît une sécheresse qui a duré 3 ans. C'est surtout à partir de cette période que les ONG ont commencé des interventions au Sénégal avec des dons en nourritures, en matériels de productions, en semences etc. On assiste à la création de la fameuse théorie ARV (Voir-Réfléchir-Agir). De plus en plus on a assisté aussi à l'émergence de fédérations paysannes qui regroupent plusieurs organisations. C'est dans ce contexte que de Fédération des Organisations Non-gouvernementales du Sénégal (FONGS) est né en 1972. La FONGS a mis sur pied un vrai dispositif de formation pour les paysans à travers les animateurs ruraux et défendait les exploitations agricoles familiales.



À cette période, il y a eu différentes organisations au Sénégal dans tous les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie, défendant les intérêts des paysans. C'est ainsi qu'elles ont senti le besoin de se regrouper pour multiplier leurs forces de plaider et parler d'une seule voix face à l'Etat. Après des concertations et des tournées dans tout le territoire national, un forum a été organisé par la FONGS et les autres organisations en janvier 1993. Ce forum intitulé « Quel avenir pour le mouvement paysan Sénégalais » a regroupé plus de 300 participants et avait pour objectif de réfléchir sur le meilleur moyen de permettre à tous les paysans de parler d'une seule voix. Trois mois après le forum, le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) a été mis sur pied par 7 fédérations. Avec le temps, et à force de lutter, le CNCR a eu de l'ampleur et l'État fut obligé de le reconnaître malgré certaines tentatives de déstabilisation. Aujourd'hui, le CNCR a une grande renommée nationale et internationale qui n'est plus à démontrer, au prix d'énormes sacrifices. Les jeunes doivent en être conscients pour non seulement en être fiers mais surtout la préserver.

Serigne SEGNANE,

*Assistant de Programmes à la Cellule d'Appui
Technique du Conseil National de Concertation
et de Coopération des Ruraux (CNCR)*




ROPPA

Afrique Nourricière

Rejoignez-nous sur :

 roppawestafrica

 roppainfo

 09 BP 884 Ouagadougou 09

 +226 25 37 60 07 / 25 37 60 43

@ secretariat@roppa-afrique.org / roppa2000@yahoo.fr

www.roppa-afrique.org

Nos plateformes

